



Concession de service public de l'assainissement collectif - Secteur E

Rapport d'analyse des candidatures

- Candidat 1 :** *SUEZ Eau France*
Candidat 2 : *SEFO - Société des eaux de Fin d'Oise*
Candidat 3 : *Entreprise d'assainissement et voirie (EAV)*

CANDIDAT N°1

A- Identifiant du candidat

Nom du candidat et coordonnées du contact : **SUEZ Eau France**

Adresse 42 rue du Président Wilson

établissement : 78230 LE PECQ

Contact : offres.eau.PSO@suez.com

Une entreprise

Un groupement conjoint

Un groupement solidaire

B- Enregistrement des pièces

Contenu de la candidature (cf. Règlement de consultation)		Oui	Non
Dossier de candidature	Pièce 1 Lettre de candidature ou DC 1	Le candidat complète dans son intégralité le formulaire DC1, dans sa version la plus récente. Sinon, le candidat indiquera sur papier : - s'il se présente seul ou en groupement, et la forme de ce groupement - l'identité du candidat ou de chaque membre du groupement - Pour les personnes physiques, une lettre de candidature datée et signée accompagnée d'un curriculum vitae	
	Pièce 2 Attestations sur l'honneur	Attestation sur l'honneur datée et signée sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (art. L5212-1 à L5212-5 du code du travail) [Document signé]	
		Déclaration sur l'honneur signée par laquelle le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, atteste que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, fournis dans le cadre de la présente consultation sont exacts [Document signé]	
	Pièce 3 Redressement judiciaire	Déclaration sur l'honneur signée par laquelle le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, atteste qu'il n'a fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L3123-1 à L3121-14 du Code de la Commande Publique [Document signé]	
		Si le candidat est en procédure de sauvegarde ou redressement judiciaire (ou toute autre procédure équivalente en droit étranger), le candidat produit une note démontrant qu'il est en mesure d'exécuter, pendant sa durée prévisible, le contrat de délégation compte-tenu des règles applicables en matière de poursuite des activités dans le cadre de ces situations et fournit, à l'appui, tous les justificatifs démontrant cette capacité [Document signé]	
	Pièce 4 Kbis ou document similaire	Un extrait K-bis ou document similaire (comportant le numéro unique d'identification SIRET ou SIREN) datant de moins de 3 mois	
	Pièce 5 Attestations fiscales et sociales	-Certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévu à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions - Certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale	
Pièce 6 Pouvoirs	Pouvoir de la ou les personnes habilitées à engager le candidat. En cas de groupement, pouvoir donné éventuellement au mandataire pour engager l'ensemble des membres du groupement (Formulaire DC 1 complété) [Document signé]		
Pièce 7 Sociétés en cours de création	En cas de candidature d'une société en cours de création, celle-ci produit les projets de statut de la société [Document signé]		
Capacité économique et financière	Pièce 8 Attestations sur l'honneur	Déclaration sur l'honneur signée concernant, d'une part, le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisées au cours des trois derniers exercices, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans. [Document signé]	
	Pièce 9 Attestations bancaires ou d'assurances	Déclaration sur l'honneur signée concernant le montant et la composition du capital social et la liste des principaux actionnaires de l'entreprise candidate ou des entreprises membres du groupement candidat et les éventuelles garanties que les actionnaires seraient susceptibles d'apporter pour conforter la capacité économique et financière du candidat [Document signé]	
		Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents	
	Pièce 10 Liasse fiscale	Comptes de résultats et extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Si le candidat appartient à un groupe établissant des comptes consolidés : bilans consolidés, comptes de résultats consolidés et annexes des comptes consolidés des trois derniers exercices clos	
Pièce 11 Compléments économiques	Rapports du commissaire aux comptes des 3 derniers exercices clos (comptes sociaux et comptes consolidés si applicable), ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à 3 ans.		
Capacités techniques et professionnelles	Pièce 12 Références	Les candidats sont invités à présenter des références pour des contrats ou projets similaires, exécutés ou en cours d'exécution au cours des cinq dernières années et/ou toutes autres références ou éléments d'information susceptibles de démontrer son aptitude à recevoir la délégation de service public objet du présent règlement Seront précisés pour chaque référence : - le nom du client, - l'objet du contrat, - les missions confiées, - le chiffre d'affaire annuel, - toute autre information que le candidat jugera utile.	
	Pièce 13 Moyens humains	Déclaration indiquant, de préférence, les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Le candidat s'efforce aussi de communiquer des données actualisées.	
	Pièce 14 Moyens matériels	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	
	Pièce 15 Note de présentation générale	Note de présentation générale du candidat et de son savoir-faire permettant d'apprécier l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public, et l'égalité des usagers devant le service public (y compris moyens matériels et moyens en personnel). Par ailleurs, le candidat pourra apporter tout autre justificatif et document qu'il jugera utile de présenter pour permettre à la collectivité d'apprécier son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	
		Sans objet	

Personne habilitée à signer	Olivia AMOZIG-BELLOT, Directrice Région Paris Seine Ouest									
Moyens financiers	Capital social (€) : 422 224 040 €		Chiffre d'affaire de la société 							
	Chiffres d'affaire <table border="1"> <tr><td>2021</td><td>2 209 073 000 €</td></tr> <tr><td>2022</td><td>2 135 866 000 €</td></tr> <tr><td>2023</td><td>2 087 220 000 €</td></tr> </table>				2021	2 209 073 000 €	2022	2 135 866 000 €	2023	2 087 220 000 €
	2021	2 209 073 000 €								
2022	2 135 866 000 €									
2023	2 087 220 000 €									
Part du chiffre d'affaire concernant des services identiques à l'objet du marché <table border="1"> <tr><td>2021</td><td>29,98%</td></tr> <tr><td>2022</td><td>29,85%</td></tr> <tr><td>2023</td><td>30,02%</td></tr> </table>		2021	29,98%	2022	29,85%	2023	30,02%			
2021	29,98%									
2022	29,85%									
2023	30,02%									
Personnel	Suez Eau France - Ile de France : 1296 salariés en 2023, dont 196 cadres									
3 à 5 références du candidat (Collectivité, département, chiffre d'affaire du contrat, nombre d'abonnés, objet du contrat)										
Carrières-sur-Seine, CA 2019 : 131 684 €, 3 020 abonnés, assainissement	CU CPSEO, CA 2019 : 634 453 €, 15 886 abonnés, collecte assainissement sur 18 communes	SIARH, CA 2019 : 948 445 €, 19 939 abonnés, contrat affermage assainissement	EPT4, CA : 684 000 €, 8 585 abonnés, collecte transport et traitement des eaux usées	Colombes, CA : 1 286 648 €, 11 651 abonnés, collecte transport et traitement des eaux usées						
Compte-tenu de l'ensemble des éléments analysés, le candidat semble réunir toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la continuité du service public en garantissant l'égalité des usagers devant le service public.										

CANDIDAT N°2

A- Identifiant du candidat

Nom du candidat et coordonnées de contact : **SEFO - Société des eaux de Fin d'Oise**

Adresse 28 quai de l'Oise

établissement : 78570 ANDRESY

Contact : marches.sefo@aqualia.com

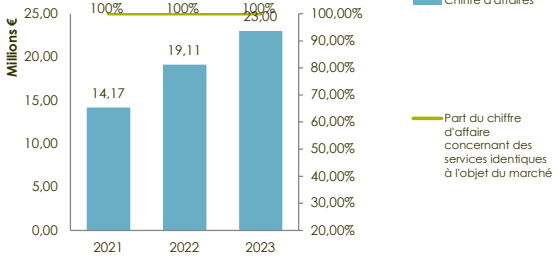
Une entreprise

Un groupement conjoint

Un groupement solidaire

B- Enregistrement des pièces

Contenu de la candidature (cf. Règlement de consultation)		Oui	Non		
Dossier de candidature	Pièce 1 Lettre de candidature ou DC 1	Le candidat complète dans son intégralité le formulaire DC1, dans sa version la plus récente. Sinon, le candidat indiquera sur papier : - s'il se présente seul ou en groupement, et la forme de ce groupement - l'identité du candidat ou de chaque membre du groupement - Pour les personnes physiques, une lettre de candidature datée et signée accompagnée d'un curriculum vitae.		X	
	Pièce 2 Attestations sur l'honneur	Attestation sur l'honneur datée et signée sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (art. L5212-1 à L5212-5 du code du travail) [Document signé]		X	
	Pièce 3 Redressement judiciaire	Déclaration sur l'honneur signée par laquelle le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, atteste que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, fournis dans le cadre de la présente consultation sont exacts [Document signé]		X	
	Pièce 4 Kbis ou document similaire	Déclaration sur l'honneur signée par laquelle le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, atteste qu'il n'a fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L3123-1 à L3121-14 du Code de la Commande Publique [Document signé]		X	
	Pièce 5 Attestations fiscales et sociales	Si le candidat est en procédure de sauvegarde ou redressement judiciaire (ou toute autre procédure équivalente en droit étranger), le candidat produit une note démontrant qu'il est en mesure d'exécuter, pendant sa durée prévisible, le contrat de délégation compte-tenu des règles applicables en matière de poursuite des activités dans le cadre de ces situations et fournit, à l'appui, tous les justificatifs démontrant cette capacité [Document signé]		X	
	Pièce 6 Pouvoirs	Un extrait K-bis ou document similaire (comportant le numéro unique d'identification SIRET ou SIREN) datant de moins de 3 mois		X	
	Pièce 7 Sociétés en cours de création	-Certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévu à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions - Certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat.		X	
		Pouvoir de la ou les personnes habilitées à engager le candidat. En cas de groupement, pouvoir donné éventuellement au mandataire pour engager l'ensemble des membres du groupement (Formulaire DC 1 complété) [Document signé]		X	
		En cas de candidature d'une société en cours de création, celle-ci produit les projets de statut de la société [Document signé]		Sans objet	
Capacité économique et financière	Pièce 8 Attestations sur l'honneur	Déclaration sur l'honneur signée concernant, d'une part, le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisées au cours des trois derniers exercices, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans. [Document signé]		X (après régularisation)	
	Pièce 9 Attestations bancaires ou d'assurances	Déclaration sur l'honneur signée concernant le montant et la composition du capital social et la liste des principaux actionnaires de l'entreprise candidate ou des entreprises membres du groupement candidat et les éventuelles garanties que les actionnaires seraient susceptibles d'apporter pour conforter la capacité économique et financière du candidat [Document signé]		X	
	Pièce 10 Liasse fiscale	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents		X	
	Pièce 11 Compléments économiques	Comptes de résultats et extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Si le candidat appartient à un groupe établissant des comptes consolidés : bilans consolidés, comptes de résultats consolidés et annexes des comptes consolidés des trois derniers exercices clos		X	
Capacités techniques et professionnelles	Pièce 12 Références	Rapports du commissaire aux comptes des 3 derniers exercices clos (comptes sociaux et comptes consolidés si applicable), ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à 3 ans.		X	
	Pièce 13 Moyens humains	Les candidats sont invités à présenter des références pour des contrats ou projets similaires, exécutés ou en cours d'exécution au cours des cinq dernières années et/ou toutes autres références ou éléments d'information susceptibles de démontrer son aptitude à recevoir la délégation de service public objet du présent règlement Seront précisés pour chaque référence : - le nom du client, - l'objet du contrat, - les missions confiées, - le chiffre d'affaire annuel.		X	
	Pièce 14 Moyens matériels	Déclaration indiquant, de préférence, les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Le candidat s'efforce aussi de communiquer des données actualisées.		X	
	Pièce 15 Note de présentation générale	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		X	
		Note de présentation générale du candidat et de son savoir-faire permettant d'apprécier l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public (y compris moyens matériels et moyens en personnel). Par ailleurs, le candidat pourra apporter tout autre justificatif et document qu'il jugera utile de présenter pour permettre à la collectivité d'apprécier son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.		X	

Personne habilitée à signer	Jorge GARCIA, Directeur technique du groupe Aqualia France									
Moyens financiers	Capital social (€) : 400 000 €									
	Chiffres d'affaire <table border="1" data-bbox="517 230 743 327"> <tr><td>2021</td><td>14 173 373 €</td></tr> <tr><td>2022</td><td>19 105 698 €</td></tr> <tr><td>2023</td><td>23 000 000 €</td></tr> </table>		2021	14 173 373 €	2022	19 105 698 €	2023	23 000 000 €	Chiffre d'affaire de la société 	
2021	14 173 373 €									
2022	19 105 698 €									
2023	23 000 000 €									
	Part du chiffre d'affaire concernant des services identiques à l'objet du marché <table border="1" data-bbox="517 353 743 450"> <tr><td>2021</td><td>100,00%</td></tr> <tr><td>2022</td><td>100,00%</td></tr> <tr><td>2023</td><td>100,00%</td></tr> </table>		2021	100,00%	2022	100,00%	2023	100,00%		
2021	100,00%									
2022	100,00%									
2023	100,00%									
Personnel	40 salariés en 2020, dont 5 cadres									
3 à 5 références du candidat (Collectivité, département, chiffre d'affaire du contrat, nombre d'abonnés, objet du contrat)										
CU GPSEO, CA 2020 : 549 000 €, 18 538 abonnés, DSP assainissement collecte ancien secteur 4 (3 communes)	CU GPSEO - Secteur Ouest, AEP, 16410 abonnés, 257000m3 facturés	CU GPSEO, CA 2020 : 342 000 €, 6 721 abonnés, DSP assainissement collecte ancien secteur 5 (5 communes)	SMAY (75), CA 450 000 €, 120 244 habitants concernés, Marché de prestation de service Travaux entretien réseau et postes de	CU GPSEO, 6 403 abonnés, DSP assainissement collecte ancien secteur 7 (6 communes)						
Compte-tenu de l'ensemble des éléments analysés, le candidat semble réunir toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la continuité du service public en garantissant l'égalité des usagers devant le service public.										

CANDIDAT N°3

A- Identifiant du candidat

Nom du candidat et coordonnées du contact : **Entreprise d'assainissement et voirie**

Adresse : ZI du Petit Parc- rue des Fontenelles

établissement : 78920 ECQUEVILLY

Contact : eav.commercial.sarp@veolia.com

Une entreprise

Un groupement conjoint

Un groupement solidaire

B- Enregistrement des pièces

Contenu de la candidature (cf. Règlement de consultation)		Oui	Non
Dossier de candidature	Pièce 1 Lettre de candidature ou DC 1	Le candidat complète dans son intégralité le formulaire DC1, dans sa version la plus récente. Sinon, le candidat indiquera sur papier : - s'il se présente seul ou en groupement, et la forme de ce groupement - l'identité du candidat ou de chaque membre du groupement - Pour les personnes physiques, une lettre de candidature datée et signée accompagnée d'un curriculum vitae.	
	Pièce 2 Attestations sur l'honneur	Attestation sur l'honneur datée et signée sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (art. L5212-1 à L5212-5 du code du travail) [Document signé]	
	Pièce 3 Redressement judiciaire	Déclaration sur l'honneur signée par laquelle le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, atteste qu'il n'a fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévus aux articles L3123-1 à L3121-14 du Code de la Commande Publique [Document signé] Si le candidat est en procédure de sauvegarde ou redressement judiciaire (ou toute autre procédure équivalente en droit étranger), le candidat produit une note démontrant qu'il est en mesure d'exécuter, pendant sa durée prévisible, le contrat de délégation compte-tenu des règles applicables en matière de poursuite des activités dans le cadre de ces situations et fournit, à l'appui, tous les justificatifs démontrant cette capacité [Document signé]	
	Pièce 4 Kbis ou document similaire	Un extrait K-bis ou document similaire (comportant le numéro unique d'identification SIRET ou SIREN) datant de moins de 3 mois	
	Pièce 5 Attestations fiscales et sociales	-Certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévu à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions - Certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat.	
	Pièce 6 Pouvoirs	Pouvoir de la ou les personnes habilitées à engager le candidat. En cas de groupement, pouvoir donné éventuellement au mandataire pour engager l'ensemble des membres du groupement (Formulaire DC 1 complété) [Document signé]	
	Pièce 7 Sociétés en cours de création	En cas de candidature d'une société en cours de création, celle-ci produit les projets de statut de la société [Document signé]	
Capacité économique et financière	Pièce 8 Attestations sur l'honneur	Déclaration sur l'honneur signée concernant, d'une part, le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisées au cours des trois derniers exercices, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans. [Document signé]	
	Pièce 9 Attestations bancaires ou d'assurances	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents	
	Pièce 10 Liasse fiscale	Comptes de résultats et extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Si le candidat appartient à un groupe établissant des comptes consolidés : bilans consolidés, comptes de résultats consolidés et annexes des comptes consolidés des trois derniers exercices clos	
	Pièce 11 Compléments économiques	Rapports du commissaire aux comptes des 3 derniers exercices clos (comptes sociaux et comptes consolidés si applicable), ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à 3 ans.	
	Pièce 12 Références	Les candidats sont invités à présenter des références pour des contrats ou projets similaires, exécutés ou en cours d'exécution au cours des cinq dernières années et/ou toutes autres références ou éléments d'information susceptibles de démontrer son aptitude à recevoir la délégation de service public objet du présent règlement Seront précisés pour chaque référence : - le nom du client, - l'objet du contrat, - les missions confiées, - le chiffre d'affaire annuel.	
Capacités techniques et professionnelles	Pièce 13 Moyens humains	Déclaration indiquant, de préférence, les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Le candidat s'efforce aussi de communiquer des données actualisées.	
	Pièce 14 Moyens matériels	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	
	Pièce 15 Note de présentation générale	Note de présentation générale du candidat et de son savoir-faire permettant d'apprécier l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public (y compris moyens matériels et moyens en personnel). Par ailleurs, le candidat pourra apporter tout autre justificatif et document qu'il jugera utile de présenter pour permettre à la collectivité d'apprécier son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	

Personne habilitée à signer	Amaud STIENNE, Président de la société EAV																								
Moyens financiers	Capital social (€) : 2 300 000 €																								
	<p>Chiffres d'affaire</p> <table border="1" data-bbox="517 230 742 331"> <tr><td>2021</td><td>27 405 000 €</td></tr> <tr><td>2022</td><td>27 302 859 €</td></tr> <tr><td>2023</td><td>28 481 160 €</td></tr> </table> <p>Part du chiffre d'affaire concernant des services identiques à l'objet du marché</p> <table border="1" data-bbox="517 353 742 454"> <tr><td>2021</td><td>46%</td></tr> <tr><td>2022</td><td>45,00%</td></tr> <tr><td>2023</td><td>47,20%</td></tr> </table>	2021	27 405 000 €	2022	27 302 859 €	2023	28 481 160 €	2021	46%	2022	45,00%	2023	47,20%	<p>Chiffre d'affaire de la société</p> <table border="1" data-bbox="810 219 1342 472"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Chiffre d'affaires (Millions €)</th> <th>Part du chiffre d'affaire (services identiques)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2021</td> <td>27,41</td> <td>46%</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>27,30</td> <td>45%</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>28,48</td> <td>47%</td> </tr> </tbody> </table>	Année	Chiffre d'affaires (Millions €)	Part du chiffre d'affaire (services identiques)	2021	27,41	46%	2022	27,30	45%	2023	28,48
2021	27 405 000 €																								
2022	27 302 859 €																								
2023	28 481 160 €																								
2021	46%																								
2022	45,00%																								
2023	47,20%																								
Année	Chiffre d'affaires (Millions €)	Part du chiffre d'affaire (services identiques)																							
2021	27,41	46%																							
2022	27,30	45%																							
2023	28,48	47%																							
Personnel	(Co-contractant) Entreprise d'assainissement voirie : 246 collaborateurs en 2021, dont 19 cadres																								
3 à 5 références du candidat (Collectivité, département, chiffre d'affaire du contrat, nombre d'abonnés, objet du contrat)																									
CA Cergy Pontoise, CA : 360 000 € HT, Entretien des réseaux d'assainissement communautaires, bassins et postes	CA Grand Seine Paris Ouest, CA : 91 000 € HT, Entretien, fourniture et travaux pour les équipements locaux d'assainissement	CU GPSEO, CA : 15 000 € HT, Entretien des réseaux d'Épône et Mézières	<table border="1" data-bbox="847 539 1361 600"> <tr> <td data-bbox="847 539 1094 600">Ville de Saint Germain en Laye, CA : 250 000 € HT, Entretien du réseau d'assainissement communal</td> <td data-bbox="1094 539 1361 600">Ville de Conflans Sainte Honorine, CA : 170 000 € HT, Entretien des réseaux d'assainissement</td> </tr> </table>	Ville de Saint Germain en Laye, CA : 250 000 € HT, Entretien du réseau d'assainissement communal	Ville de Conflans Sainte Honorine, CA : 170 000 € HT, Entretien des réseaux d'assainissement																				
Ville de Saint Germain en Laye, CA : 250 000 € HT, Entretien du réseau d'assainissement communal	Ville de Conflans Sainte Honorine, CA : 170 000 € HT, Entretien des réseaux d'assainissement																								
<p>Compte-tenu de l'ensemble des éléments analysés, le candidat semble réunir toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la continuité du service public en garantissant l'égalité des usagers devant le service public.</p>																									